

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

La conférence méditerranéenne

Le poker des impérialistes

La France et l'Angleterre se sont subitement alarmées de la piraterie en Méditerranée. Tant que les sous-marins italiens se sont contentés de couler des vaisseaux espagnols ou russes, même dans les eaux françaises, ces puissances fermaient les yeux, voire même applaudissaient intérieurement. Mais maintenant voici que le Duce se fait la main sur les navires anglais et français, alors rien ne va plus, « Il faut mettre fin à la piraterie. »

Dans ce but une conférence des Etats méditerranéens va avoir lieu incessamment. Quel en sera le résultat ? Notre camarade Lashortes dans son article démontre clairement que le prolétariat n'a rien à espérer de cette conférence pour le maintien de la paix.

Mais au moment où elle va s'ouvrir un grave incident vient de se produire. L'Italie vient de répondre par une fin de non-recevoir à une note de la Russie demandant réparations pour ses navires coulés par les sous-marins italiens.

Que va faire la Russie ?

Mussolini une fois de plus a tempêté. Il menace de ne pas participer à la conférence, de rompre les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S., mais avant d'agir téléphoné, par prudence, à Berlin et à Londres. La réponse anglaise ne s'est pas fait attendre. Anthony Eden l'a fait connaître : avec l'Italie ou sans, la conférence aura lieu et la sécurité des bateaux sera assurée. Depuis Mussolini garde le silence. L'Italie participera.

Vaste partie de poker où chacun bluffe son adversaire, afin d'obtenir par le chantage le maximum de concessions. Bluff, chantage, qui permettent aux gouvernements de se livrer en toute tranquillité à la course aux armements.

Le prolétariat trompé par les partis politiques assiste sans protestation, quand il n'y participe pas, à cette course aux armements. Ou cela nous conduira-t-il ? A la catastrophe, à moins que la classe ouvrière ne reprenne conscience d'elle-même. Ce réveil n'est possible que par le triomphe de la révolution espagnole, qui aura sa répercussion dans les pays démocratiques et totalitaires. Assurer la victoire de nos amis de la C.N.T. et de la F.A.I. c'est travailler au maintien de la paix. R. F.

(Voir en page 4 l'article de Lashortes)

Guerre larvée

Grande Fête

AU PROFIT DES ORPHELINS D'ESPAGNE

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITÉ
24, Rue Saint-Victor, 24VENDREDI
17 SEPTEMBRE
à 20 heures 30

UN PROGRAMME DE CHOIX

Marie DUBAS Raymond SOUPLEX
GILLES et JULIEN
Maurice ROSTAND
Charles D'AVRAY
Marysa FERRER, de l'Opéra
Germaine BROUILLIER, des Concerts Classiques
Lorenzo VALLVERDU, baryton catalan
JULIEN-VILLAIN, violoniste
Emilia MARTINEZ, danses espagnoles

Le fantaisiste CELMAS sera le speaker

Allocation
de
SÉBASTIEN FAURE

Le Tirage de la Tombola se fera pendant le Spectacle

UNE BELLE SOIREE ! UNE BONNE ACTION !

Les journaux du Front Populaire ne pourraient-ils pas expliquer le drame de Meknès autrement qu'en parlant de provocateurs ?

La formule est un peu usagée

Le congrès de l'Union Anarchiste

C'est par erreur que la semaine dernière nous avons annoncé que notre congrès se tiendrait à la Mutualité. Il aura lieu aux Sociétés Savantes, les samedi 9, dimanche 10 et lundi 11 octobre.

Ce congrès sera un des plus importants de notre organisation. Vu la lutte héroïque de nos camarades espagnols, ou, pour la première fois, nos doctrines sont passées au creuset de l'expérience, il était naturel que cette bataille occupât la plus grande partie des débats. Nous pouvons même dire que c'est elle qui en a déterminé la tenue.

D'ailleurs le syndicalisme mis en cause par le Temps n'a pas eu une attitude tellement différente de celle des gens du Popu ou de l'Humanité détournant les responsabilités sur les « provocateurs ». On en est encore à attendre de la C.G.T. la protestation énergique qui s'imposait.

Il semble que plus nous allons, plus s'accélère l'intégration de la classe ouvrière et de ses organismes dans les cadres de l'impérialisme et de la nation française.

Le colonialisme qui devait apporter le bien-être aux indigènes ne leur apporte que misère et mort.

Sous quelque gouvernement que ce soit, Front national ou Front populaire, la politique « française » demeure la même. La classe ouvrière française ne comprendra-t-elle pas qu'elle assume une lourde responsabilité morale en la courvant de son apathie devant des faits aussi horribles ?



Colonialisme = misère et mort

De nouveau, le sang des parias coloniaux soumis à la tutelle des colonialistes français a coulé en Afrique du Nord. Après la tuerie de Metlaoui en mars dernier, quinze autres cadavres d'indigènes viennent enrichir leur couronne sanglante.

« Ils demandaient de l'eau, on leur envoie du plomb. » L'Humanité qui le lendemain de ce massacre résumait ainsi fort justement ce drame peut bien maintenant faire chorus avec toute la presse bourgeoisie et rejeter la responsabilité du crime sur les agissements des fascistes de Doriot et de la Rocque. Il y a trente ans bientôt que nos « vaillantes armées » ont conquis le Maroc. Toute une smala de plumitius ont exalté l'œuvre du grand civilisateur » que fut Lyautey — celui qui disait qu'il fallait montrer la force « pour n'avoir pas à s'en servir ».

Et ces trente années de bienfaits aboutissent à ce que malgré les puissants moyens que pourraient mettre la technique moderne au service de l'urbanisme, toute une population est réduite à ce supplice terrible : le manque d'eau.

Que les fascistes utilisent et exploitent à des fins politiques le mécontentement des masses indigènes réduites à une misère indicible, cela est certain. Mais en quoi cela atténue-t-il la responsabilité du système qui a créé cette misère et qui n'a en rien su y remédier ?

Il y a un demi-siècle que la France a étendu sur la Tunisie sa tutelle « protectrice ». Résultat :

en 1937 les fellahs sont réduits par la plus atroce disette au rang des bêtes misérables. Quel nouveau La Bruyère décrira le sort de ces malheureux dont certains sont réduits à brouter l'herbe ? Beautés du colonialisme !

Il y a trente ans bientôt que nos « vaillantes armées » ont conquis le Maroc. Toute une smala de plumitius ont exalté l'œuvre du grand civilisateur » que fut Lyautey — celui qui disait qu'il fallait montrer la force « pour n'avoir pas à s'en servir ».

Et ces trente années de bienfaits aboutissent à ce que malgré les puissants moyens que pourraient mettre la technique moderne au service de l'urbanisme, toute une population est réduite à ce supplice terrible : le manque d'eau.

Le Temps dénonce les méfaits du syndicalisme et de « ces agitateurs qui ont prétendu verser la démocratie à pleins bords aux foules indigènes sans éducation ni formation préalables ». C'est évidemment plus facile d'accuser les agitateurs que de « verser à pleins bords » sinon la démocratie, du moins l'eau qui manque aux indigènes.

La guerre et la révolution sociale

Je reviens, sans plus attendre, au Pacifisme « absolu » dont j'ai parlé la semaine dernière (1) et j'en poursuis l'étude.

J'ai dit que, si plein de séduction qu'il soit en raison des sentiments nobles et profondément humains auxquels il s'aligne, ce Pacifisme absolu présente de graves dangers, repose sur de mortelles erreurs et conduit à des résultats désastreux.

Je veux signaler, aujourd'hui, une de ces erreurs mortelles.

Elle consiste à ne vouloir, et par voie de conséquence, à ne pouvoir faire aucune distinction entre la Guerre qui met aux prises les travailleurs des deux ou plusieurs nations et celle qui dresse les uns contre les autres des hommes nés et vivant dans le même pays : les uns voulant renforcer l'esclavage et la misère du peuple; les autres résolus de mettre fin à l'oppression politique et à l'exploitation économique dont le peuple souffre.

Car, le Pacifisme « absolu » interdit rigoureusement à ses adeptes de différencier la Guerre, ce qu'il est unanimement convenu d'entendre par « la Guerre propre-

ment dite » et le contenu véritable et précis de ce mot, de la Révolution Sociale de ce qu'il est unanimement convenu d'entendre par « la Révolution Sociale » et le contenu essentiel et exact de ce vocable.

Aucune différence, proclament ces apôtres de la « non-violence », puisque dans un cas comme dans l'autre, on se bat, on se tue, et nous ne voulons, nous, en aucun cas, nous battre, nous entraîner.

Et pourtant...

N'y a-t-il pas plus qu'une nuance, plus une distinction, plus qu'une différence, mais une opposition presque totale entre la Guerre et la Révolution Sociale ?

Qu'en en juge (2).

**

La Guerre arrache de gré ou de force, à son travail, à son foyer, à la Paix qui lui est chère, le travailleur (disons de France). Elle lui enjoint de s'armer et d'exterminer le plus possible d'ennemis.

Selon le temps et les circonstances, les ennemis sont des Anglais, des Allemands, des Italiens, des Marocains. Cela importe peu et même pas du tout.

Ces prétendus ennemis qu'il a le devoir moral et l'obligation matérielle de massacrer, le travailleur de France n'a rien à leur reprocher; ils ne lui ont fait et ne lui font aucun mal; il n'a aucune insulte à venger, aucune haine à assouvir, aucun intérêt personnel à défendre. Qu'il soit vainqueur ou vaincu, ce travailleur de France a tout à perdre et rien à gagner. En vain objectera-t-il qu'il ne connaît pas ceux qu'on lui fait un devoir de combattre avec frénésie; on ne lui demande pas son avis; on l'oblige, sous la menace des sanctions les plus sévères, à se battre contre des travailleurs comme lui, des ouvriers et des paysans victimes de la même exploitation que lui, courbés sous le même joug que lui, souffrant de la même oppression que lui ; donc, ses frères de misère et de servitude.

Vient la Révolution. Celle-ci dit au même travailleur : « Te laisseras-tu toujours tromper par les imposteurs de la politique et pressurer par les capitalistes ? Ta patience n'est-elle pas à bout ? L'occasion s'offre à toi et à tes compagnons, victimes comme toi d'une organisation sociale fondamentalement inique, de briser tes chaînes et de devenir un homme libre. »

« Veux-tu ne plus être opprimé par l'Etat et exploité par le capitalisme ? Si oui, lève-toi, joins ton effort de libération à celui des opprimés et des exploités comme toi : tes frères, et, tous ensemble, d'un bras robuste, d'une volonté ferme, d'un cœur fervent, affranchissez-vous par la Révolution. Celle-ci t'appelle; mais elle ne te contraint pas. A toi de décider ! »

a) La guerre ne laisse à personne la faculté de « marcher » ou de « ne pas marcher »; la révolution laisse à chacun l'entièreté liberté d'y prendre part ou de ne y point participer;

(1) Voir, dans le précédent numéro du Libertaire, l'article ayant pour titre : « le Pacifisme absolu. »

(2) Je reproduis ici quelques passages d'une étude que j'ai écrite pour le « Combat pour la Paix » et que cet organe pacifiste a publiée en juillet 1933. (S. F.)

b) La guerre oblige à se battre des hommes qui ignorent pour quels motifs ils vont tuer ou être tués, car le combattant ne sait jamais quelles sont véritablement les origines et les fins de la guerre; il ignore toujours les véritables intérêts qui sont en jeu, et si on demandait aux soldats pour qui et pour quoi ils font la guerre, aucun d'eux ne pourrait répondre à cette simple question. Le révolutionnaire, lui, connaît les origines du conflit et le but que vise la bataille à laquelle il participe. Il sait contre qui et pour qui, contre quoi et pour quoi il prend les armes ;

c) Le travailleur qui « fait la guerre » n'a rien à reprocher à l'ennemi qu'on lui donne d'assassiner; il ne le connaît pas, l'en a jamais vu; en conséquence, il n'a et ne peut avoir aucune haine contre lui, tandis que le révolutionnaire ne se décide pas à s'insurger contre l'état social qu'il veut détruire, que lorsqu'il est lâché tenu en servitude par les gouvernements, lorsqu'il en a assez de subir l'exploitation des possédants;

SÉBASTIEN FAURE.

(Voir la suite en 3^e page.)

DERNIER APPEL

Plus que 8 jours !

C'est dans la soirée du vendredi 17 septembre que sera fait, au Palais de la Mutualité, le tirage de notre tombola.

Le 17 septembre, c'est-à-dire DANS HUIT JOURS.

Ce tirage couronnera une fête magnifique à laquelle des artistes de choix présenteront leur grâce et précieuse concours.

On connaît la salle. Elle est immense. Il faut que, ce soir-là, elle soit archivale et nous sommes certains qu'elle le sera, car nos amis de Paris et de la Banlieue se feront un devoir et s'offriront la joie d'y accourir en foule.

**

Au château de Llensa, demeure spacieuse et admirablement située, nous avons installé deux cents petits enfants que l'horrible guerre d'Espagne a tragiquement privés de leurs soutiens naturels.

Nous les avons adoptés ; ces deux cents garçons et filles sont devenus les enfants de notre grande famille anarchiste.

C'est une lourde charge.

Mais le sens de la solidarité est vif et profond dans le cœur des libertaires. Il est capable de réaliser des prodiges et c'est un de ces prodiges que nous demandons à tous nos amis d'accomplir.

Tous connaissent le but de cette tombola : il s'agit d'assurer à nos enfants l'adoption tout ce que réclame le développement normal de leur corps, de leur cœur et de leur esprit.

Nous voulons que, en grandissant, ils deviennent beaux et robustes, qu'ils se sentent entourés de notre affectueuse et vigilante protection et qu'ils reçoivent une instruction solide.

Tout cela entraîne des dépenses considérables qui nécessitent des ressources proportionnées.

**

Une fois de plus, chers compagnons, je me permets de m'adresser à vous et je vous dis :

« Si vous êtes en possession de carnets ou de billets dont vous n'avez pas encore réglé le montant, hâtez-vous de placer ceux qui vous restent et d'en faire parvenir l'argent au Comité pour l'Espagne libre »

« Si vous n'avez pas de carnets, demandez-en TOUT DE SUITE, AUJOURD'HUI MEME. »

« Huit jours encore nous séparent du 17 septembre. Il suffira que chacun fasse l'effort dont il est capable, pour que nos deux cent mille billets soient vendus. Ils le seront... si vous le voulez et je suis certain que vous le voudrez.

« Je fais appel à votre esprit de fraternelle solidarité et à la générosité de votre cœur et je sais que cet appel sera entendu et que vous y répondrez dans toute la mesure de vos possibilités. »

Rendez-vous, en masse, à la Mutualité, le vendredi 17 septembre.

SÉBASTIEN FAURE.

A PROPOS DE LA "NORMALISATION"

La F. A. I. ne renie rien

Nous recevons de notre camarade Gaston Laval l'article suivant, sur la normalisation de la F.A.I., que nous insérons avec plaisir.

En suivant la lecture des journaux anarchistes français, et de certains autres qui, bien que n'émanant pas de notre milieu, observent une attitude antifasciste, je constate que la réorganisation de la Fédération Anarchiste Ibérique donne lieu à de mauvaises interprétations qu'il convient de dissiper.

On parle de la formation d'un Parti politique. La collaboration gouvernementale de nos organismes et le désaccord entre certains de nos militants risquent de provoquer une déformation des faits. Nous avons déjà assez de motifs de discussion, de sujets de dissensions, sans en ajouter qui ne soient pas fondés. J'essaierai donc de mettre les choses au point.

LE « PARTI » ANARCHISTE

L'expression « parti anarchiste » a été lancée par quelques-uns de nos camarades. Or, naturellement, l'emploi de termes peu usités ne provoque pas d'inquiétude. Mais en pleine période de polémique, on donne à ces mots une importance exceptionnelle, même si ceux qui les manient ne représentent qu'une fraction infime du mouvement tant par leur nombre que par leur influence.

Personnellement je me suis opposé à cette dénomination, pour éviter des discussions qui font perdre du temps et déforment les choses, et pour empêcher l'exploitation de la confusion que les sans-scrupules, qui suivent toujours, pourraient en faire.

Mais en fait, nous constituons, au moment que nous nous organisons pour le triomphe de nos idées, un parti. Le dictionnaire Larousse définit comme suit ce mot : « Union de plusieurs personnes contre d'autres qui ont un intérêt opposé ». Toutes les forces de luttes unies et coordonnées entrent dans cette définition qui n'implique pas en elle-même une structure ou des buts autoritaires.

Dans ses *Paroles d'un révolté*, Kropotkin parle souvent du « parti anarchiste », et en 1884, si je ne me trompe, Malatesta avait rédigé la Déclaration de principe du Parti anarchiste qu'il se proposait de créer. Il a de reste insisté plusieurs fois sur ce point que nous étions un parti politique, et Luigi Fabbri a commenté affirmativement cette pensée.

On pourrait donc se baser sur des précédents de valeur pour soutenir que la conception d'un parti n'est pas forcément anti-anarchiste, si nous savons lui donner, comme faisait Malatesta, un contenu essentiellement libertaire dans son organisation, son fonctionnement et ses buts. Notre parti serait simplement une organisation, une fédération de groupes harmonisant leurs forces et leurs activités pour en obtenir un meilleur rendement.

Mais en Espagne, on n'a pas adopté cette dénomination, et il faudrait bien ne pas inventer ce qui n'est pas, même si notre désir de polémique en est moins alimenté.

NOTRE REORGANISATION

Peu importe dans ce cas l'appellation. Ce qui compte, c'est l'effort de cohésion matérielle et dynamique que l'on poursuit et qu'on réalise.

Nous voulons que le mouvement anarchiste espagnol agisse sur un plan d'ensemble, en tenant compte des différents problèmes qui se posent continuellement sur l'échelle nationale, puisque tout est intimement lié et qu'il faut, non seulement bien employer nos forces en les utilisant à temps et dans les proportions nécessaires, mais encore éviter des activités contradictoires, incohérentes ou préjudiciables.

Un camarade parle de l'époque où la majorité des groupes de la F. A. I. lui donnaient une possibilité d'action efficace. Il se peut que, dans la période de lutte clandestine, ou de combats pré-révolutionnaires, cette mobilité ait été utile. Il est loin d'être prouvé cependant que l'action dispersée soit plus efficace que l'action concentrée, et Elisée Reclus reconnaît, dans *l'Homme et la Terre*, que c'est grâce à leur discipline, à leur organisation, que les jésuites purent étendre prodigieusement leur influence, malgré leur petit nombre initial. Dans toute l'histoire, les forces coordonnées ont vaincu, quand la différence physique n'était pas excessive, les forces matériellement démunies — l'union morale ne sert à rien si elle n'est pas complétée par l'union technique.

Quoi qu'il en soit, nous voyons que, depuis le commencement de la révolution, cette absence de coordination, de vision d'ensemble dans l'action locale ou régionale, et la pratique de l'initiative reposant sur les groupes ou les individualités, nuisent à notre mouvement beaucoup plus qu'elles ne le servent. Et bien des camarades qui s'opposaient avant à cette organisation générale, sont maintenant les premiers à la réclamer.

Il ne peut pas en être autrement. Il est impossible de prolonger sans graves dangers une situation dans laquelle les groupes s'ignorent, se contredisent, ouvrent en ne tenant compte que des intérêts locaux ou de quartier, prennent des initiatives en contradiction avec l'intérêt général, et au lieu de peser sur toute la vie sociale pour l'orienter ou contribuer à l'orienter, constituent en résumé un élément de désordre.

Cela c'est l'anarchie dans le sens bourgeois du mot, mais pas dans le sens que nous lui donnons, nous qui luttons pour un monde meilleur et mieux organisé.

On ne peut pas dire que toute l'activité des groupes a été désordonnée. Mais les erreurs et les fautes que nous avons commises — car il serait absurde de prétendre que nous n'en avons pas — enregistrent, tout comme les autres, — proviennent en grande partie de cette dispersion qui, pour la résistance contre les autres partis entre autres problèmes, nous affaiblit énormément, et permet de nous combattre avec plus de chances de succès.

Le travail de reconstruction, aussi bien de cette coordination, la vie économique et sociale étant un organisme où il ne peut y avoir de noyaux indépendants, se suffit à eux-mêmes.

FIDELITE A NOS PRINCIPES

L'énonciation des buts est insuffisante si les moyens employés les contredisent, soit dans la lettre, soit dans l'esprit. La F. A. I. n'a pas changé de dénomination ni de but. C'est toujours une organisation composée d'anarchistes, qui marchent vers l'anarchie. Son fonctionnement est aussi anarchiste. On ne trouvera dans l'exposition de sa nouvelle structure rien qui contredise nos idées. Les groupes sont organisés par quartiers, villes, provinces, régions et finalement dans la nation. Cette pratique n'est pas nouvelle : elle est au contraire traditionnelle dans le mouvement anarchiste organisé. On opère une sélection des nouveaux adhérents, ce qui est indispensable en période révolutionnaire, pour éviter l'infiltration de profiteurs et de provocateurs. On établit que les comités devront rendre compte de leurs activités dans les assemblées générales. Serait-il plus anarchiste de les laisser faire ce qu'ils voudraient au nom d'une organisation qu'ils ne consulteraient pas ? Les assemblées générales, les plénums et les congrès approuveront ou désapprouveront ces activités. Préférez-vous la dictature d'une minorité agissant sans la consulter au nom d'une majorité ?

Il est impossible de demander moins de garanties, si l'on veut une organisation. Ces garanties sont-elles compatibles avec l'anarchisme ? Ceux qui ne sont pas anarchistes, et pour cette raison, présentent nos aspirations comme des théories éthéâtres de poètes ou de rêveurs, peuvent le prétendre ; ceux qui, s'affirmant à tort anarchistes, ne voient pas le sens constructif des idées qu'ils croient défendre, peuvent nous répudier.

Mais nous, qui voulons imprimer notre action dans la société et réaliser l'anarchie sur la terre, comme on l'a fait dans les collectivités d'Aragon, du Levant, de la Catalogne, de la Castille et d'Andalousie, nous disons que dans cette nouvelle structure il n'y a rien d'incompatible avec les principes que nous avons toujours défendus, et pour lesquels nous continuons à lutter.

Gaston LEVAL.

Le parti communiste espagnol et la politique religieuse

S'il y a une politique qui, en Espagne, a toutes les apparences de l'incohérence et du cauchemar c'est bien celle du parti communiste. Ce sont de mauvais exécutants des ordres du Komintern que les chefs des communautés espagnoles. Certes, ce n'est pas la « bonne volonté » qui leur manque ; mais plutôt le sens politique et surtout l'indépendance d'esprit la plus complète. Après avoir exigé et obtenu la répression la plus brutale — la plus stupide aussi contre leurs adversaires révolutionnaires et préconisé la politique sociale la plus réactionnaire, les voilà maintenant qui se dressent contre ceux qu'ils hissèrent au pouvoir pour faire cette politique. Cela se voit dans la campagne qu'ils mènent actuellement contre leur homme-ligé, le señor Irujo, catholique basque militant, et ministre de la Justice, qu'ils accusent maintenant de... trotskysme !

Voici comment l'organe national de la Confédération, le journal C.N.T. (N° du 27 août) résume ce nouveau tournant :

Depuis longtemps l'on observe dans certains secteurs politiques des tactiques d'insabilité, des combines donnant de la bande. Cela nous remplit de stupefaction si nous ne connaissons pas leur manque de maturité politique uni à un appetit désordonné de « commander ».

En tout premier lieu figure le Parti Communiste ; faire la statistique de ses contradictions depuis un an serait curieux. Nous ne voulons l'interpréter que comme une lamentable absence de ligne de conduite.

Ce fut la presse communiste qui appuya le plus l'initiative du ministre Irujo de relâcher le culte catholique dans les territoires de l'Espagne antifasciste.

Mundo Obrero, écrit que l'on devait non seulement ouvrir deux églises à Madrid, mais toutes celles qui seraient nécessaires. Ahora et Estampa publient de belles photos de religieux parlant avec les combattants basques, dans des attitudes attendrissantes...

Maintenant la presse communiste fait un virage. Mundo Obrero écrit : « C'est le moment de dire à M. Irujo : contenez vos cailloux, nous sommes en guerre, même contre les exploitants de la religion ». Il est donc en effet.

Comment expliquer ce revirement ? Secrets de ceux qui savent tout et rien, et machiavélique tactique « des meilleurs » (qu'ils disent !)

Ils ont vu que la tentative de restaurer le culte catholique a rencontré l'unanimité répulsion de la classe ouvrière. Vite, un saut en arrière !

C.N.T. rappelle que ce fut le parti communiste qui insista pour placer le très catholique Irujo — lequel ne cache pas ses intentions — à la place de Garcia Oliver.

L'on vit alors Irujo destituant tous les antifascistes et les remplaçant par des membres du parti nationaliste basque, atteints de toutes les tares du capitalisme. Irujo put ainsi publier son décret du 23 juillet par lequel peuvent être jugés à huis clos d'authentiques révolutionnaires, non pas pour des actes présents, mais des faits passés.

Et maintenant C.N.T. nous déclare que ceux-là mêmes qui se firent les promoteurs de cette politique infâme accusent leur serviteur de... trotskysme. Ces messieurs se croient-ils vraiment en Stalinie ?

Incapables et trahis

Cependant qu'il fait emprisonner les militants révolutionnaires, Irujo remet les fascistes en liberté

Des incapables et des trahis ; voilà les qualificatifs qui conviendraient le mieux aux membres du gouvernement Negrín-Prieto.

Incapables d'organiser la victoire qu'ils avaient promise, ils ont remporté sur le plan militaire une série d'échecs — Brunete, Bilbao, Santander — que ne parvient pas à compenser la prise de Belchite.

Incapables de maintenir le bloc antifasciste, leur arrivée au pouvoir fut tout au contraire le signal d'un déchaînement de violences et de crimes contre les militants révolutionnaires.

Même incapacité sur le plan économique où ils s'ingénieront à démolir ce que la révolution avait construit.

Mais à leur incapacité générale, se mêle aussi la trahison, qu'on devine partout présente dans les événements militaires des provinces du Nord.

Enfin trahison encore l'attitude de certains ministres tel ce fameux Irujo, ministre de la Justice.

En fait de justice, il aura surtout laissé assassiner tranquillement André Nin et nombre d'autres militants révolutionnaires moins célèbres, par la Tchéka stalinienne. Mais où la trahison apparaît évidente, c'est quand on apprend que cette rigueur criminelle avait en contre-partie une tolérance scandaleuse envers les éléments fascistes. Ainsi un tout récent numéro de « C. N. T. » (1^{er} septembre), nous apprend qu'un fasciste notoire, Gallarza — ancien aide de camp d'Alphonse XIII — vient d'être mis en liberté.

Un certain nombre de phalangistes qui avaient trempé dans l'assassinat au mois de mai 1936 d'un nommé Faraldo, anti-fasciste connu, quoique capitaine de l'armée espagnole, ainsi que des centaines de fascistes, nous dit « C. N. T. », ont été relâchés de la même manière, sous l'instigation du même Irujo.

C'est encore lui qui étend sa protection sur des centaines d'individus suspects qui peuplent certaines ambassades — celle du Chili — et qui empêche d'agir les tribunaux populaires en leur suscitant des difficultés insurmontables avec les magistrats professionnels.

Et dans le même temps c'est toujours lui qui fait emprisonner Joaquin Ascaso à Valencia et A. Fernandez à Barcelone.

LA GUERRE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

(Suite de la 1^{re} page)

d) En cas de guerre, l'ensemble des déshérités d'un pays combat l'ensemble des déshérités d'un autre pays ; la voilà, la guerre fratricide, celle qui pousse à s'engager des hommes unis par des liens fraternels autrement réels et puissants que ceux qui unissent mensongèrement, au nom d'une patrie commune, des hommes qui, en temps de paix, forment des castes, des catégories et des classes aux intérêts foncièrement et irréductiblement opposés. Qu'ils soient de France, d'Italie, d'Allemagne, du Maroc ou d'ailleurs, tous les déshérités communient dans la fraternité de l'oppression, du travail avil et exploité, et de la pauvreté. Or, la guerre jette ces frères les uns contre les autres et leur fait une obligation matérielle et un devoir moral de s'entretenir. Par contre, la révolution range du même côté les combattants de la même classe, les champions de la même cause et les appelle à lutter, tous ensemble, contre les forces que leur oppose le gouvernement, défenseur de la classe ennemie ;

e) Que quel soit l'enjeu de la guerre, il est nul, il est sans valeur aucune pour le combattant pauvre qui, la paix rétablie, et, s'il a été épargné, retournera à l'usine ou à la terre, Gros-Jean comme devant ; tandis que l'enjeu de la révolution est d'une importance capitale pour le combattant révolutionnaire qui, celle-ci étant victorieuse, pourra avec raison entonner l'hymne de la délivrance, parce qu'il verra la félicité remplacer la souffrance, le paradis succéder à son enfer ;

f) L'idée de patrie, qui arme les peuples et les jette, dans un heurt monstrueux, les uns contre les autres, est une idée artificielle, inconsistante et criminelle ; tandis que l'idée de révolution, celle qui pousse à s'engager instinctive et profondément humaine de faire, au bénéfice des multitudes spoliées et asservies, la conquête du bien-être et de la liberté, cette idée est naturelle, positive, juste, généreuse et sainte.

En vérité la Révolution, même quand on l'appelle la guerre civile et qu'on l'assimile à la guerre proprement dite, prétendre que c'est toujours, qu'on le veuille ou non, la guerre, et conclure de cette assimilation qu'il condamne l'autre, c'est une inadmissible aberration. Je pense l'avoir très suffisamment démontré. On s'expliquerait difficilement, on ne s'expliquerait même pas du tout cette aberration, si l'on n'était pas informé des motifs qui poussent certains milieux à utiliser les astuces d'apparence qui existent entre la guerre et la révolution, pour se prononcer contre l'une et l'autre et combattre celle-ci et celle-là avec une égale énergie.

Il ne me serait pas difficile d'aborder d'autres considérations destinées à marquer plus fortement encore l'opposition entre les contenus respectifs de ces deux mots : guerre et révolution sociale.

Mais ce qui précède est largement suffisant.

Et pour faire le lecteur que l'avenir du peuple espagnol ne préoccupe en rien.

« Est-ce que Dimitrov, sachant que les démocraties occidentales ont créé deux types d'antifascistes : l'anarchiste et le communiste, veut parer ce dernier de toutes les grâces, de toutes les élégances, au détriment de celui-là ? »

« Nous, nous disons que si cette campagne continue, nous en arriverons à penser que Dimitrov est un misérable que l'avenir du peuple espagnol ne préoccupe en rien.

« Nous allons voir si le sentiment commun de la responsabilité parvient dans toutes les zones antifascistes. Au cas contraire, il faudra imposer cette responsabilité. L'enjeu de cette attitude est la solidarité du prolétariat international, qui a cru dans notre potentiel révolutionnaire et qui a foi dans la conduite digne des travailleurs espagnols.

« Il n'est pas possible qu'on fasse un pas de plus dans cette voie honteuse.

« Arrière ceux qui soumettent tout à leur ambition d'hégémonie !

« Arrière, ceux qui ayant perdu Santander, ne craignent pas d'amener de nouveaux échecs que suivrait sans aucun doute le choc intérieur des antifascistes !

« Arrière les sectaires et les confusionnistes ! »

SEBASTIEN FAURE.

L'ESPAGNE D'AUJOURD'HUI

Avec Domingo Ascaso au front de Huesca

II

Le lendemain de mon arrivée à Vicenç, je rencontrais sur la petite place du village une vieille connaissance : Domingo Ascaso. Il me sembla revivre le temps de l'exil avec toutes ses mésaventures : la France, la Belgique,

mes. Quelle satisfaction et quel réconfort de voir à leurs côtés les militants étrangers, au moment où était en jeu le sort de la liberté de leur pays.

Domingo était commissaire de guerre de la colonne qui portait le nom glorieux de son frère Francisco.

La préoccupation et la fatigue se marquaient visiblement sur son visage. En « tuta » son revolver à la ceinture, la barbe hirsute, il avait l'aspect extérieur d'une espèce de bandit corse dans le maquis d'Aragon. Mais au contraire de tout cela et malgré l'apparence, Domingo était toujours lui, le grand brave homme, juste et généreux. D'une rare modestie, il se disait « boulanger » et insuffisamment instruit pour comprendre certaines choses. Ce n'était pas fausse modestie pour se soustraire à certaines responsabilités ; mais uniquement pour inciter les camarades à l'aider.

Je suis très fier d'avoir collaboré avec lui pour toute une période avec l'enthousiasme des premiers jours. Il n'avait pas de notions militaires, mais étant né et ayant vécu dans la région, il connaissait bien le terrain et ses indications étaient précieuses.

L'occupation de Monte Pelato, pour couper la route commerciale Saragosse-Huesca c'est lui Domingo, qui la suggéra, et il ne se trompa pas, puisque trois jours après l'occupation, ce fut une contre-attaque acharnée des fascistes, qui quoi qu'ils fussent en proportion de sept contre un, durent se replier et renoncer définitivement à toute autre tentative pour reprendre leurs positions perdues.

Combien de fois, ensemble, de la « Casa Mascarillo » nous contemplâmes Almudevar. Il nous indiquait la maison où était né Francisco et María !

Le 22 novembre 1936, ce fut l'attaque d'Almudevar et la colonne de droite, la nôtre, partant de Torress

GUERRE LARVÉE

On parle beaucoup actuellement de la conférence organisée par la France et l'Angleterre pour la répression de la « piraterie » en Méditerranée. Les puissances riveraines seraient appelées à prendre leurs responsabilités et devraient envisager des mesures propres à faire cesser le torpillage des bateaux marchands par des sous-marins dont on ignore la nationalité.

Nous ne voudrions pas présager du résultat de cette conférence, mais il nous paraît dès l'abord qu'elle se heurtera à des difficultés considérables. Nous n'entrerons pas ici dans le fond du débat qui doit s'ouvrir et où se dissimuler le maximum de mauvaise foi. Il faut en prendre son parti : dès qu'on s'attache à légaliser les rapports internationaux on court vers un échec. Répétons-le : il n'y a, il ne peut y avoir de droit international. Ce qu'on appelle ainsi n'est qu'un ensemble de formules creuses et sans efficacité où s'exprime le désir du vainqueur de voir normalisé sur son profit un état de fait créé par la violence. Il ne peut durer qu'autant que durera un rapport de forces dont la nature est d'être essentiellement changeante. C'est pourquoi ce droit apparaît très souvent et à juste titre au vaincu comme une invention de juriste destinée à l'étrangler ou, au moins, à le réduire en servitude. Le droit international, c'est le traité de Versailles qui pèse insupportablement aux épaulas de l'Allemagne. Mais c'est encore cet ensemble de conventions qu'on appelle « le droit des gens » qui, elles aussi, tendent à pérenniser un ordre établi. *Le Temps* s'étonne et se scandalise de les voir constamment violées. Il voudrait qu'on revint à la règle du jeu. Qu'est-ce que cela signifie ? Sinon qu'il voudrait que les intérêts de la petite minorité jouisseuse qui se fait appeler la France fussent à l'abri de toute entreprise. Le droit des gens, c'est la porte d'acier du coffre-fort. Défense de la forcer. Mais les dirigeants d'Allemagne et d'Italie pensent d'autre manière.

Le procédé classique qui consiste à mettre à son service une morale internationale, des idéaux de justice, d'humanité, de grandeur chevaleresque

LASHORTES.

SAVEZ-VOUS QUE...

En Amérique, la lutte de classes atteint des proportions colossales. Et, elle semble s'épuiser en se développant. John Lewis dont la liaison avec Roosevelt ne fait aucun doute est combattu dans les syndicats qu'il a formés. Le peuple américain se déclare majeur et d'un seul coup il entend prendre la direction de ses organisations de combat.

Au congrès de Milwaukee, les délégués de l'industrie automobile affiliés au C.I.O. ont décidé d'activer le recrutement syndical aux usines Ford et de reprendre la lutte pour la prochaine année. A cet effet, un fonds de 400.000 dollars (10 millions de francs) a été constitué.

Depuis juin 37, la rupture est totale entre le C.I.O. et la pieuvre fédération réformiste. En juin, l'exécutif de la Fédération américaine du travail (A.F.L.) décida d'opposer à la campagne de recrutement du C.I.O. une campagne pour l'A.F.L. En bref, la Fédération américaine (affiliée à la 2^e internationale) décidait le sabotage de l'active organisation syndicale de John Lewis.

Rappelons que les dirigeants de l'A.F.L. se nomment Green, Antonini, bureaucratiques syndicaux dans la meilleure ligne de la collaboration de classe, et Gompers, social-patriote de tous les rassemblements guerris pendant la guerre et de toutes les conférences pacifistes pendant la paix. A travers Gompers le syndicalisme américain s'est même taillé une place dans les conseils d'administration. Le capitalisme américain n'a pas meilleur auxiliaire.

John Lewis lui-même avançait de devenir chef des syndicats pratiquant des mesures révolutionnaires. L'Asie a joué un rôle peu reluisant dans l'A.F.L. comme dirigeant des syndicats de mineurs : 100.000 dollars dit-on furent le prix de sa « diplomatie » dans l'orientation des grèves de l'Illinois. Mais passons.

L'exécutif de l'A.F.L. décida donc en juin dernier qu'aucun syndicat affilié au C.I.O. ne pourrait appartenir à l'A.F.L. et que celle-ci ne collaborerait plus avec les employeurs qui reconnaîtraient le C.I.O.

On a rarement été plus loin dans l'intransigeance et le sabotage. Car malgré toutes les critiques de détail le C.I.O. est l'organisation révolutionnaire des masses américaines. Les réformistes américains sont les dignes frères des dirigeants français, en plus pourris par la collaboration de classe.

Malgré tout, ici et là, la lutte de classe continue.

La diplomatie est une science bizarre. On apprend qu'un navire allemand charge de matériel de guerre pour la Chine a reçu l'ordre en cours de voyage de débarquer ce matériel au Japon.

Le Reich est pris entre sa politique spécifiquement chinoise qui demande le recul du Japon et la crainte que ce recul n'occasionne une avancée de l'U.R.S.S. qui est à tout prendre, pour l'Allemagne, un adversaire aussi sérieux que le Japon.

Les milieux diplomatiques allemands n'ignorent pas que le Japon peut parfaitement se passer de l'Allemagne et faire tout seul la besogne de colonisation chinoise au cas où l'Allemagne prendrait position pour la Chine. En cas de victoire militaire du Japon en Chine (ce qui n'est pas une hypothèse à rejeter) l'Allemagne ne peut se passer de l'autorisation japonaise pour prendre sa part de gâteau.

C'est pourquoi depuis l'ouverture des hos-

semble aujourd'hui d'une application de plus en plus difficile. L'intervention plus ou moins ouverte des grandes puissances en faveur des généraux espagnols, les événements de Chine, l'apparition de sous-marins fantômes, autant d'atteintes graves contre une « normalité » jusqu'alors respectée, sauf de rares occasions. Aujourd'hui, la sacro-sainte règle de droit international est violée qui voulait qu'une puissance déclarât la guerre dans les formes prescrites avant de la faire. Nous observons, par exemple, que le Japon n'a pas déclaré la guerre à la Chine avant de bombarder Shanghai et de débarquer ses troupes en territoire étranger. Est-ce, comme on le prétend, afin de priver la Chine d'un argument juridique au moment où elle se présentera devant la S.D.N. ? Ne pouvant pas constater légalement l'état de guerre, celle-ci, en effet, ne saurait intervenir. Mais c'est prêter au Japon une crainte de Genève assez plaisante après tant de violences impunies.

Le fait, en tout cas, est symptomatique. Si l'on songe qu'aux agressions « illégales » du Japon répondent le débarquement de divisions italiennes en Espagne et le torpillage de navires marchands en Méditerranée, on peut se demander si nous n'allons pas vers des violations répétées et généralisées de ce droit des gens jusqu'alors unanimement révérés dans les discours des hommes d'Etat. Sans qu'une déclaration de guerre viennent en quelque sorte régulariser l'état de fait, on verrait alors le monde entrer dans une ère de brigandage dont les formes pourraient être plus ou moins accusées et qui pourraient mettre en œuvre une partie plus ou moins considérable des forces en présence. Que les incidents actuels — dont le plus bénin eut suffi avant 1914 à déclencher la guerre — se multiplient encore et s'aggravent et cette situation paradoxale pourrait se réaliser d'une Europe jouissant d'une paix formelle et livrée à toutes les initiatives d'une guerre larvée... dont le terme serait évidemment une guerre ouverte.

Dans ces conditions on mesure la vanité de toutes les conférences.

LASHORTES.

tilités la presse allemande est si réticente, réclamant du Japon des garanties et surveillant la réaction des impérialismes intéressés aux affaires chinoises (Angleterre, Etats-Unis, France, U.R.S.S.).

Nous apprenons que le bilan de l'exercice 1936-37 des Acieriers de Longwy fait ressortir un bénéfice de 7.577.672 francs contre 5.123.020 francs pour 1935-36. Le Conseil d'administration proposera d'afficher l'intégralité du solde bénéficiaire au fonds d'amortissement.

Quelques remarques s'imposent :

1^o) Les Acieriers de Longwy n'ont pas trop souffert de la sous-production qui fait pleurer les sacrifiaires de la Vie Ouvrière et de Syndicats.

2^o) Les augmentations de salaires n'ont pas rongé trop les bénéfices des pauvres petits actionnaires.

3^o) Malgré que ces bénéfices soient en hausse sensible, il n'est pas du tout question des salaires ouvriers battus en brèche par la vie chère.

Parions que Syndicats et la V. O. ouvrière une campagne contre la surproduction pour que les protos de Longwy qui vont dans leurs salaires se vengent sur la bête et n'en foutent plus une ramée.

Voici quelques indications générales sur les rapports commerciaux du Japon avec le reste du monde :

L'Asie achète au Japon environ 50 % de ses exportations et lui fournit 30 % de ses importations, l'Amérique achète 30 % et l'Europe 10 % et 15 %, l'Océanie 5 % et 10 %, l'Afrique 5 % et 2 %.

Le Japon exporte la soie brute qu'il produit en abondance et des produits manufacturés (cotonnades, soieries, jouets) tout il inonde le monde à très bas prix.

Il importe le coton brut (des Indes et des Etats-Unis), la laine, le blé (Australie) le charbon, le bois, le minerai de fer, le caoutchouc, le pétrole, matières premières dont il est démunie. L'étranger lui fournit également une partie de son outillage national et des produits alimentaires en abondance.

Toute l'Asie est inondée de ses produits manufacturés. Le Japon importe tout et réexporte tout, ne gardant que le strict nécessaire, le rognant même, et s'armant sur le surplus.

Le Japon est le bimbolotier et le camelot du monde. Un camelot qui serré de partout les filets des impérialismes repousse tout et impose son droit de vivre, c'est-à-dire de rapiner tout comme les autres et briser des canons à cet usage : ces canons distendent pour le moment à l'Angleterre la mainmise du marché chinois, première étape d'un plan et de besoins plus vastes.

Jean MARESTAN

L'ÉDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée de chapitres nouveaux
En vente au Libertaire : 15 fr.
Franco : 16 fr. 50

POUR FAIRE PAYER LES RICHES

La Retraite des vieux travailleurs

La retraite que les vieux travailleurs réclament si justement aujourd'hui sert de tremplin politique à des partis dont les programmes diffèrent, mais dont les buts sont les mêmes : accéder au pouvoir par n'importe quel moyen.

Nous avons aujourd'hui l'occasion d'examiner le rôle et les buts réels de trois partis politiques qui ont consacré au problème de la retraite des vieux travailleurs de nombreuses colonnes dans leurs journaux respectifs.

Le parti communiste a sans doute su le premier se servir de cette revendication pour démontrer la nécessité d'un programme socialiste et qui ne réclament que leur dû, pour des fins non prolétariennes, mais politiques, électorales...

Depuis plusieurs mois déjà, les staliniens ont apposé sur les murs de belles affiches en couleurs représentant deux vieux travailleurs, un homme et une femme demandant la garantie de ne pas mourir de faim.

Cette retraite n'est pas de la mendicité, elle leur est due, mais par suite du système capitaliste qui nous régit, les ouvriers se sont fait rouler. Certains ont pendant des années versé aux « retraites ouvrières et payssannes », les cotisations qui leur étaient imposées et qui devaient aujourd'hui leur permettre de vivre à l'abri du besoin.

Ces retraites, elles se montent à une moyenne de... 50 francs par mois, même pas de quoi payer son loyer !

Mais revenons-en au jeu politique des P. S. F. (encore eux !), des communistes (toujours eux !) et enfin des radicaux, ces éternels centristes qui savent si bien tromper la classe ouvrière.

Chacun de ces partis politiques prend l'affaire en mains et prétend y apporter la seule solution favorable. Et malgré les différences de forme, le fond est le même.

Sous la plume de Pierre Forest, le Parti Social Français s'écrit : « Oui, il est juste il est possible de donner une retraite aux vieux travailleurs ». Il critique d'une manière acerbe, la proposition qu'il prétend avoir été faite par les communistes, que l'Etat, les départements, les communes prennent à leur charge la retraite des vieux.

Ce serait, paraît-il une position de paresse ou de sabotage que de vouloir faire supporter par « nos finances » déjà si éprouvées, ce « nouveau fardeau ». (Ne faut-il pas de cet argent pour les fonds secrets et les poches de vin ?).

Voyons alors les propositions de Pierre Forest : ce farouche « républicain », défenseur de la « démocratie » et simplement sympathisant fasciste réclame une répartition fonctionnant à l'intérieur du métier.

Il nous semble connaitre ce système. N'est-ce pas le corporatisme italien, le fascisme ? N'est-ce pas la collaboration des patrons et des ouvriers pour un but strictement économique et nullement matériel ? C'est-à-dire la soumission de l'ouvrier au patronat pour des raisons « d'intérêt supérieur » ?

Un politicien journaliste qui avait commencé son article sur un ton sentimental s'énerve et dévoile ses batteries : « Reconstruire l'éducation sociale et professionnelle de la France, c'est reconstruire la France. Le syndicalisme, le notre, sauvera le pays ».

Ainsi Pierre Forest ne nous envoie pas dire ce qu'il est, le terme fasciste doit être rendu à qui de droit, au Parti Social Français qui le mérite bien.

* *

Paul Elbel, député des Vosges, président du groupe parlementaire radical-socialiste, dénonce lui aussi le système pro-fasciste tant défendu par le P. S. F. Il démontre rapidement que ses adversaires défendent le même principe.

Il nous apporte une solution qui serait, paraît-il, celle de la C. G. T. Les travailleurs et les patrons assureront eux-mêmes les fonds nécessaires, « grâce à des heures supplémentaires de travail dont les ouvriers abandonneraient le salaire et les employeurs le bénéfice ».

Quelle différence entre les deux propositions ? Bien maigre, en somme ! Le pro-fasciste et le radical défendent, c'est incontestable le régime capitaliste : le premier à forme corporative, le second à forme plus libérale.

Dans la seconde proposition, nous relevons que l'ouvrier abandonnera son salaire et le patron son bénéfice. Si l'on connaît toujours le salaire de l'ouvrier, on ne peut jamais calculer le profit du patron qui saura bien se réfugier derrière les « frais divers » pour conserver son gain.

La C. G. T. a accepté et soutenu cette thèse. On veut au nom de faux intérêts, enterrer les quarante heures obtenues de haute lutte, une heure supplémentaire pour les vieux aujourd'hui ! demain pour relever l'économie nationale ! ensuite pour autre chose ! Si l'exemple est donné, où s'arrêtera-t-on ?

Nous avons attendu des protestations indignées des partis socialistes et communistes. Ces derniers dénoncent à la tribune du Parlement ? L'affaire démontre à l'heure présente, que le régime capitaliste : le premier à forme corporative, le second à forme plus libérale.

Le deuxième programme, nous relevons que l'ouvrier abandonnera son salaire et le patron son bénéfice. Si l'on connaît toujours le salaire de l'ouvrier, on ne peut jamais calculer le profit du patron qui saura bien se réfugier derrière les « frais divers » pour conserver son gain.

La C. G. T. a accepté et soutenu cette thèse. On veut au nom de faux intérêts, enterrer les quarante heures obtenues de haute lutte, une heure supplémentaire pour les vieux aujourd'hui ! demain pour relever l'économie nationale ! ensuite pour autre chose !

Mais le ministre de l'Intérieur du Front populaire, impitoyable envers les patriotes, se montre d'une clémence débonnaire envers les antifascistes.

Cette révolte partiale ne sera-t-elle pas dénoncée à la tribune du Parlement ? L'affaire démontre à l'heure présente, que le régime capitaliste : le premier à forme corporative, le second à forme plus libérale.

Les messieurs sentent nettement où le bâton de bois est frappé. Dans les casernes, il leur faut des Morts sans réaction et sans pensée, des machines à tuer.

Dirais-tu un soldat qu'il reste un homme et un proléttaire qui participe encore à la vie et aux luttes de sa classe est un crime contre ceux qui ont besoin de l'ignorance et de l'imbecillité du peuple.

Mais les soldats nous entendent. Elles précèdent dans le désert les chemises roses. Sous le pavillon garance, comme dit La Rocque, l'ame du soldat ne bat pas pour elles.

Elles s'en vident comme elles peuvent. Avec la minauderie finale : « N'est-ce pas, Monsieur le ministre de la Défense Nationale ?

Daladier, ancien fusilier de février, aujourd'hui père des soldats, taureau de la Camargue, les chemises roses vous emploient ! O, Paupérifiée !

* *

Camarades soldats.

Répondez aux provocations des ennemis de votre classe. Né perdrez pas de vue ceux qui luttent pour vous. Faites-nous des amis à la caserne. Venez avec nous dès votre retour à la vie civile.

Ecrivez-nous.

(Lire la suite en 5^e page.)

Jeunesse A anarchiste

Communiste

Le départ de la classe

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'un tract distribué à la gare de l'Est aux jeunes conscrits par les militants des trois organisations signalées. Les J. S. et les J. C. brillent par leur absence.

Les jeunes bonzes de « L'AVANT-GARDE » sont bien trop occupés à noyer les principes de la lutte de classe dans les bénitiers jocistes pour porter quelque intérêt aux jeunes prolos qui partent pour la caserne.

Quant au « CRI DES JEUNES » il n'a pas trop de son souffle pour engueuler les gauchistes à l'intérieur de sa propre organisation. Ce n'est pas pour propager la révolution à l'extérieur.

Les conscrits firent un excellent accueil aux distributeurs. La lutte de classe ne mourra pas dans les casernes.

* *

Camarade Consc

PARIS-BANLIEUE

A TOUS LES CORRESPONDANTS

Nous rappelons à nos correspondants que les communications pour les rubriques « Voix de banlieue et de province » doivent parvenir avant le lundi midi aux bureaux du Lib. Les copies doivent, chaque fois qu'il est possible, être visées des groupes. Elles doivent être écrites à l'encre, d'un seul côté de la feuille et, autant que possible, ne pas dépasser trente lignes.

PARIS V^e-VI^e

Réouverture de la Librairie

La librairie des 5^e et 6^e ouvre ses portes dimanche prochain. Vous trouverez toujours les brochures, insignes, journaux, etc. Toujours la même adresse, 2, rue Broca « au bout du monde ».

Le Secrétaire.

INTERCOMMUNAL BANLIEUE SUD L'HAY-LES-ROSES

Notre meeting du samedi 18

Notre meeting du 18 septembre à la Maison Commune de l'Hay-les-Roses, sur le sujet *Où va l'Espagne ?* s'annonce comme devant avoir une importante particulière.

Tous les contradicteurs éventuels sont invités pour venir situer la position des différents secteurs antifascistes en Espagne. MM. les nacos de l'Hay et des environs viendront les défendre à la position antirévolutionnaire qu'ils pratiquent contre la C.N.T.-F.A.I. Nous les voudrions ainsi, sur ce terrain comme sur tous les autres, de débattre encore bien des crânes.

Pour le Lib s'adresser à Villain le dimanche matin à 10 heures à la Maison commune.

VOIX DE PROVINCE

BREST

Sous le masque du Front Populaire

A la suite de l'arrivée de recruts au 2^e Dépot des Equipages, une grande pression a été effectuée sur ces jeunes gens pour qu'ils aillent à la messe.

Sur leur refus quasi-unanime, un officier marnier les a provoqués en les eng... est-ce que cet avertissement sera suffisant pour empêcher cette pression cléricale !

Nous en repartirons, s'il le faut, en tout cas, une constatation s'impose, c'est que la propagande anticléricale et antimilitariste doit redoubler.

Que tous ceux qui désirent agir, viennent à nous, grossissent nos rangs pour aboutir à des résultats tangibles. Lecteurs du « Lib » adhérez au groupe libertaire de Brest.

Le Lann.

MARSEILLE

COMITE LIBERTAIRE POUR L'AIDE AU PEUPLE ESPAGNOL

Fête de solidarité

Le Comité des Fêtes, poursuivant sa campagne d'aide en faveur du peuple espagnol, porte à la connaissance de tous les copains syndicalistes et anarchistes ainsi que des sympathisants, qu'une fête de solidarité aura lieu dimanche 12 septembre, à 14 h. 1/2 dans notre local, 18, rue d'Italie, près la Préfecture.

Programme. — Première partie : Concert vocal et instrumental ; 2^e partie : Grand bal.

Au cours de cette fête, aura lieu le tirage de la tombola-souscription.

Un buffet sera à la disposition des copains.

Nous comptons sur la présence des copains et leurs familles, prouvant ainsi leur devoir de solidarité envers les combattants pour la Liberté.

Camarades : retenez cette date.

Le Comité des Fêtes.

ROUEN

Jouhaux à Rouen

Une grande réunion était annoncée pour la fête de la C.G.T. le 5 septembre. Environ 2.000 personnes répondant à l'appel des Syndicats, assistèrent au meeting en plein air qui eut lieu le matin, contre 35.000 à la manifestation du 14 juillet, malgré les occupations d'usines de la région qui reléguent beaucoup de camarades.

Jouhaux était la grande vedette de la journée, et après le discours des responsables locaux, il prit la parole, félicitant les camarades d'être venus aussi nombreux (sic). Il commença par réclamer le respect de toutes les lois et de la légalité par tous. La question la plus intéressante était la production. Le Grec Léon affirma qu'elle ne diminua pas et pour le démontrer, il propose une grande enquête faite par les délégués ouvriers et patronaux, et si cette enquête pouvait l'exactitude des lamentations bourgeois, la C.G.T. ferait tout ce qui est en son pouvoir, et prendrait toutes les mesures nécessaires pour accroître cette production.

Il réclame l'unité des classes moyennes avec propriétaires de la ville et des champs. Les petits commerçants et les petits rentiers sont nos frères de lutte, ils sont exploités comme nous par le Grand Capital. (C'est Jouhaux qui le dit.)

Pour l'Espagne, il faut revirer le pacte de non-intervention, mais nous ne pourrons aider le Gouvernement Espagnol que si les risques de guerre ne menacent pas directement (solidarité rétributive). D'un jour à l'autre, nos communications peuvent être coupées avec l'Afrique du Nord. Evidemment les prols s'en font. Mais les dirigeants nacos applaudissent et tout le monde en fait autant.

Après cette périoraison, un ordre du jour a été voté, faisant confiance à la C.G.T. et à ses dirigeants et acceptant la discipline réclamée.

L'après-midi, grande kermesse et le soir bal. Autrement dit action directe sur les chevaux de bois et lutte de classe au dancing.

Le Groupe de Rouen.

P.S. — Il est à noter qu'il y a environ deux mois les responsables de Rouen ont fait paraître un article dans le journal local ayant pour titre : « Le plan de la C.G.T. n'est pas un plan révolutionnaire, c'est un plan de Réforme » accepté par tous les groupements démocratiques : Parti Radical, Parti S.F., I.O., Parti Communiste. (Voyez la démolition).

AU CERCLE D'ETUDES ET DE DEFENSE SYNDICALISTE DE STAINS

Les camarades syndicalistes qui ont répondu à l'invitation en vue de la constitution d'un cercle d'étude et de défense syndicaliste sont priés d'être présents à la réunion constitutive qui se tiendra le jeudi 16 septembre prochain, au café Frédéric, boulevard Maxime-Gorki, à 20 h. 30.

François Rose.

Réunions et Conférences de la semaine

Vendredi 10 Septembre
GOUSSAINVILLE, à 21 h. Salle Emilet (A la Source) rue Edouard-Vaillant.
REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE
OU VA LE FRONT POPULAIRE
Orateurs : Frémont, Ringeas.

Mardi 14 Septembre

BOULOGNE-BILLANCOURT, à 21 h. chez Cuvillez, 50, avenue des Moulineaux.

CAUSERIE EDUCATIVE
LE PROGRAMME DE L'UNION ANARCHISTE
Orateur : Frémont.

Jeudi 16 Septembre

PARIS, XIX AR., à 21 h. Salle de la Chope du Combat, 2, rue de Meaux.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE
LA PATRIE, CE MENSONGE
Orateur : Patorni.

Samedi 18 Septembre

L'HAY-LES-ROSES, à 20 h. 30, Salle de la Maison Commune, 19, rue de Villejuif.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE
OU VA L'ESPAGNE ?
Orateurs : Monteil, Ringeas, Frémont.

Tournée Huart dans l'Aisne, avec Conférences filmées sur l'Espagne

MARDI 14 SEPTEMBRE A BOHAIN

MERCREDI 15 SEPTEMBRE A SAINT-QUENTIN

VENDREDI 17 SEPTEMBRE A GUISE

Les camarades de l'Oise, du Nord, de la Somme, de la Marne, des Ardennes et tous les départements limiteurs qui désirent profiter du passage de Huart pour organiser une conférence dans leurs localités sont invités à écrire le plus rapidement possible à Haussard au Libertaire, 9 Rue de Bondy, Paris (10^e ar.).

La retraite des vieux travailleurs

(Suite de la 4^e page.)

Pourquoi donc, ces trois partis politiques que nous avons cités ont tant pris à cœur la retraite des vieux travailleurs ? Quels intérêts servent-ils ? Personne ne suppose que c'est par pure idéologie !

Les premiers sont au service du capital, et cette affaire leur permet de présenter sous une forme agréable, le système corporatif si cher à nos voisins fascistes. Ils se sont rapidement dénoncés.

Les radicaux, ces éternels traitres, toujours au service du capital, eux aussi, de la propriété individuelle, de tout ce qui rend notre régime abject trouvent au cours de cette campagne, le moyen de défendre leurs intérêts et ceux de la bourgeoisie qu'ils représentent.

Quel est enfin le but de nos « communistes français » ? Permettront-ils donc l'institution des heures supplémentaires ? Que leur importe ! Ce qu'il faut, c'est avoir des électeurs. Ils le reconnaissent dans l'Humanité du 6 septembre à propos de la fête de Garches et en « manchette » « Jamais aucun parti n'a réuni une foule aussi grande et enthousiaste, prélude de la victoire aux élections cantonales. »

Il serait dangereux de créer un mécontentement chez les uns ou chez les autres, du parti communiste réussir ce tour de force : satisfaire tout le monde, d'obtenir plus de sièges et de mieux unir le peuple de France à la Russie stalinienne.

Car ne nous y trompons pas, la retraite pour les vieux travailleurs n'est pour eux qu'un tremplin électoral, leur appui à la retraite assurée, un stimulant pour les vieux électeurs.

Le rôle de la C.G.T. n'apparaît pas plus clair que celui des partis politiques. Seul ce cela le mode de lutte pour la suppression du salariat ? Mauvais chemin en vérité et que nous avons l'obligation de refuser de suivre.

Il nous faut cependant penser aux vieux travailleurs, et si nous nous élevons avec vigueur contre les partis politiques qui semblent prendre leur défense, nous réclamons aussi pour nos vieux camarades, une retraite qui leur permettra de vivre dans la dignité.

Il est inadmissible cependant que les ouvriers fassent les frais d'une si juste révolution. N'oublions pas que les avantages obtenus par les ouvriers depuis les grèves de juin, ont déjà été rognés et ont perdu leur valeur du fait de la hausse du coût de la vie.

Il serait certainement facile de payer aux vieux travailleurs la retraite qui leur est due sur les caisses d'assurances sociales dont les bénéfices constituent un scandale qu'il sera intéressant de dénoncer.

Le résultat ne sera peut-être que fictif, mais il permettra aux vieux travailleurs de posséder une base de lutte revendicative et les empêcher de mourir de faim.

Notre conclusion sera toujours la même. Seule l'action autonome de la classe ouvrière assurera à nos aînés un repos bien gagné. Producteurs, sauve-nous nous-mêmes.

P. SERVANT...

NOTRE LIBRAIRIE

Précis de Géographie Economique, par Horrabin 9
L'Economie Capitaliste, par R. Louzon 12
Abrégé du Capital de K. Marx, par C. Cafiero 6
Les Grands Marchés de Matières Premières, par F. Maurette 13
Histoire du Travail et des Travailleurs, par Pierre Brizon 20
Histoires des Bourses du Travail, par F. Peltouet (relié) 20
Réflexions sur la Violence, par G. Sorel 15
Le Mouvement Ouvrier pendant la guerre, par Rosmer, tome 1 45
Histoire de la Révolution Française, par Albert Mathiez 13
Tome 1. — La Chute de la Royauté. Tome 2. — La Gironde et la Montagne. Tome 3. — La Terre. Chaque volume 13
Les Thermidor, par G. Lefebvre 13
Les Origines du Capitalisme Moderne, par H. Séel 13
Les Socialismes Français, par C. Bougès 13
Les Bases Historiques de la Finance Moderne, par R. Bigot 13
Extême-Orient et Pacifique, par R. Levy 13
La Chine : passé et présent, par J. Escarré 13
Histoire d'Espagne, par R. Altamira 13
Les Malades Vénériennes, par le Dr Raoult 13
La Tuberculose, par le Dr E. Rist 13
Les Coopératives de Consommation, par B. Lavergne 13
La Conquête du Pain, par Kropotkin 15
Autour d'une Vie, par Kropotkin, 2 volumes 27
L'Anarchie, sa Philosophie, son Idéal, par Kropotkin 150
Dieu et l'Etat, par Bakounine 150
Idées sur l'Organisation Sociale, par James Guillaume 150
L'internationale, Documents et Souvenirs, tomes 3 et 4, les 2 tomes 150
Histoire de la Commune, par Lissagaray 150
Les Problèmes de la Révolution Proletarienne, par P. Loriot 150
La Déchéance du Capitalisme, par Louzon 150
Imperialisme et Nationalisme, par Louzon 150
Culture Proletarienne, par M. Martinet 150
Les Insurrections Lyonnaises (1831-1834), par Jacques Perdu 150
Le Révélateur de la Douleur, par A. Thierry 20
Quelques Ecrits, par Ad. Schwitzguébel 12
Les Joyeusetés de l'Exil, par Ch. Malato 15
Histoire du Mouvement Makhnoviste, par Archinoff 10
La Révolution Russe en Ukraine, par Nestor Makhno 10
La Révolution Russe en Ukraine, par Nestor Makhno 12
Le Mariage, le Divorce et l'Union Libre, par J. Marstan 12
Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées par Albin 10
La Question Sociale, position de la question, par S. Faure 10
Généralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes 10
Elisée Reclus, par Han Ryner 10
La Femme Esclave, par René Chauchi, suivi de Dépopulation et Civilisation, par la doctesse M. Pelletier 10
Le Travail-Argent, par Rhillon 10
Douze preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure 10
Évolution et Révolution, par Elisée Reclus 10
Aux Jeunes gens, par Pierre Kropotkin 10
Entre paysans, par E. Malatista 10
Immortalité du mariage, par René Chauchi 10
La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkin 10
L'Amour Libre, par M. Malatista 10
L'Anarchie, par Elisée Reclus 10
Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer 10
L'A. C. du Libertaire, par Jules Lemina 10
Malthus et l'Anarchisme, par C. L. James 10
Les critiques de Dieu, par Raoul Odin 10
Les Endormisseurs, par Michel Bakounine 10
L'éducation de demain, par C. A. Laisant 10
Propos subversifs, par Raoul Odin 10
La Peste religieuse, par Jean Most 10
La Loi et l'Autonomie, par Kropotkin 10
Communisme et Anarchie, par Kropotkin 10
A mon frère le paysan, par Elisée Reclus 10
La Rhétorique du peuple, par Raoul Odin 10
Le droit à l'assurance, par Paul Lafargue 10
A bas les morts, par Girault (suite de Le Cuir de la charogne) 10
Les Capitalistes en Guerre, De Briey à la Ruhr par Rhillon 10
L'Esprit du révolté, par Pierre Kropotkin 10
Pages d'histoires socialistes, par W. Tcherkeffoff 10
L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkin 10
Les Incendiaires, par Eugène Vermesch 10
L'anarchie et l'Église, par Elisée Reclus 10
L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkin 10
Ce que veulent les Anarchistes, par G. Thnard 10
A bas les chefs, par J. Dejacques 10
Les Trois Complices, par René Chauchi 10
Les propos subversifs de Sébastien Faure : La Fausse Rédemption, La Dictature de la Bourgeoisie, La Pourriture parlementaire, Leur Patrie, La Morale officielle... et l'autre, La Femme, L'enfant, Les Familles nombrueuses, Les Métiers Haïssables, Les forces de la Révolution, Le Chambardement, La véritable Révolution, chaque brochure 0 fr. 60.

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkin.

Le Salariat, par Kropotkin (suivi de A Mon Frère le Paysan, par Elisée Reclus).

Anarchisme et Coopération, par Georges Basquier.

La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.

Les Prisons, par Pierre Kropotkin.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grief.

Francisco Ferrer, Anarchiste.

Propos d'Éducateurs, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.

L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, qui devient orateur, conseils aux Jeunes, par Sébastien Faure.

A l'offensive patronale,

les travailleurs répondent

par la grève

et l'occupation des usines.

Si le capitalisme a oublié

les grèves de Juin,

les travailleurs doivent

s'en souvenir.

Le libertaire syndicaliste

Perte des 40 heures ou rebondissement des occupations ?

Telle est la question que pose actuellement la situation syndicale. D'une part le prolétariat a récolté une série de défaîtes ou de semi-défaîtes : grève des coiffeurs, grève des hôtels, grève des abattoirs. Les bonzes profitent de ce découragement pour arrêter complètement les luttes ouvrières. Les militants syndicaux pris entièrement par l'intérêt des mesures du C. C. N. relatives à la lutte des tendances, n'ont pas assez attaché d'attention au piège adopté lors de ces assises sous la forme de la fameuse enquête sur la production. Il est vrai que la plupart était bien enveloppée. D'après les bonzes, il s'agissait simplement de démontrer que les travailleurs n'étaient pas des trainants et que la production n'avait pas baissé. Aujourd'hui, un nouveau camouflage s'ajoute au précédent : il s'agit de montrer que seule la nationalisation peut sauver le rendement.

La vérité est tout autre et c'est le « général », Léon Jouhaux qui la découvre dans son discours de Rouen ; la C.G.T. a demandé elle-même cette enquête, dit-il, elle s'engage à en accepter les résultats, malgré ce que ses chefs sachent pertinemment qu'il n'y aura dans la commission qu'une minorité infime de représentants ouvriers (choisis parmi les bonses) ; ceux-ci seront nommés parmi les hauts fonctionnaires des ministères et les envoyés des patrons ; mais plus encore, Jouhaux prévoit dès maintenant des cas de relâchement regrettables ; aussi lui et ses collègues en bureaucratie accepteront dès à présent que des mesures soient prises dans l'esprit de « l'intérêt général ». La voilà, la fanfaronne formule lâchée. Le patronat joue sur le velours. L'état-major ouvrier le prévoit qu'il peut demander des dérogations. Elles lui sont acquises d'avance. Et c'est ainsi que petit à petit, la réaction grinçante la loi des 40 heures. Appliquant les conseils des bureaucraties syndicales, elle se gardera bien de la biffer d'un trait de plume ; mais pas à pas, invoquant tantôt la « défense nationale », tantôt « l'intérêt général », de dérogation en dérogation la loi de 40 heures deviendra inopérante. Il est étonnant d'ailleurs de voir combien la corruption morale des bureaucraties gangrène facilement la masse des syndiqués nouveaux parmi lesquels aucune éducation syndicale n'a été faite. N'importe pas aux Forges de Saint-Chamond, dans cette forteresse du stalinisme, les ouvriers accepteront volontairement de faire des heures supplémentaires, prétextant que la C.G.T. elle-même encourageait à en faire pour la défense nationale. Et pourtant...

Et pourtant dans les industries où les minorités syndicales ont tenu bon la pille des bonses n'est pas avaleé si facilement. Ainsi dans la Loire les mineurs ont fait dire expressément à leur délégué au Conseil National qu'ils n'admettaient pas les journées de dérogation. Ça grande ferme dans les puits ; au point que probablement les compagnies devront bien reculer devant la volonté ferme des mineurs.

Mais il n'y a pas que chez les mineurs ; dans la Loire encore avec quelle joie les types ont-ils entendu, enfin ! un dirigeant syndical parler un vrai langage d'ouvrier ; le patronat avait usé d'un autre chemin détourné ; il avait tenté d'appliquer à cette industrie des décrets de récupération de jours fériés, invoquant l'autorité du gouvernement de Front Populaire. Il fallut que Liochon (oui, Liochon) rappelât cette vérité qu'on n'avait jamais vu de gendarmes faire appliquer les lois ouvrières et que c'était aux travailleurs eux-mêmes de les faire respecter. C'est encore dans le Livre, mais cette fois dans la région parisienne, que le bureau syndical interdit fermé les heures supplémentaires.

Mais chez les métallos eux-mêmes la tutelle collaborationniste exercée par les chefs staliens est secouée. Malgré le frein des bonses, les ouvriers de Simca-Fiat sont partis en grève contre des licenciements et des diminutions de salaires. Ils ont à se battre contre une direction dure : le gaz, l'électricité, l'eau même ont été coupés à l'usine qu'ils occupent. Mais le danger le plus grand qui les menace est bien celui qui se manifeste dans le communiqué du bonze Doury, craignant que les formes de ce mouvement ne soient exploitées contre les élections cantonales si proches.

Métallos de la Simca, mafiez-vous et ouvrez l'œil ; ne capitulez pas pour faire plaisir à quel que candidat député.

N. LENOIR.

EN ALSACE-LORRAINE

En Alsace, il ne manque pas de propagande à faire, non seulement sur le terrain syndical, mais aussi pour dégager le prolétariat de l'emprise du clergé.

Ici, le clergé, protégé par le Capital, a tous les atouts contre l'ouvrier, l'employé et le paysan qui ne veut pas se soumettre au régime de compression capitaliste. La sécurité dans le travail dépend en grande partie de ces précheurs de résignation, qui ont pour tâche de maintenir le peuple dans l'ignorance et qui règnent en maîtres dans la plupart des institutions publiques, sous le Gouvernement laïc du Front populaire.

Aussi, le grand patronat a-t-il la partie belle pour perpétuer le règne d'esclavage et de misère qui sévit dans cette conférence si productive. Propriétaire et employeur à la fois, quiconque ose relever la tête est liquidé, à bref délai et réduit à abandonner la région... si ses moyens le lui permettent.

Inutile d'indiquer que les conventions collectives locales, quand elles existent, ne correspondent aucunement aux droits fondus dans la nouvelle légalité, ni aux besoins matériels des ouvriers. Si l'on tient compte que le coût de la vie est égal à celui de la Région parisienne, on peut juger de la situation enviable des travailleurs aux salaires suivants : Tourneur-outilleur, 6 fr. 25 ; tourneur, 5 fr. 75 ; mouleur sur mesure et modèle, 6 fr. 15 ; menuisier gros travaux, 4 fr. 50, manœuvre tous-travaux, 4 fr. 25 ; maçon, briquetier et autres, 4 fr. 50 à 6 fr. aide-macon, 4 fr. 50 ; imprimeur sur tissus et divers, 4 fr. 75 ; tisseur, 4 fr. 50. Le reste à l'avantage.

Bien entendu, les politiciens en quête de mandat savent composer avec les directeurs de conscience cléricaux.

A l'instar de Frachon, le camarade Duclos, en tourneur à Strasbourg, n'a pas manqué de com-

Contre l'offensive capitaliste, un seul mot d'ordre : CLASSE CONTRE CLASSE

Juin 1937. Exposition. Renouvellement des conventions collectives. Pour ne pas être — soi-disant — responsable de troubles pouvant surgir pendant ces discussions, et être préjudiciable à l'Exposition, la C.G.T. accepte — ou provoque la reconduction.

Bien entendu, — pour donner satisfaction aux opposants, et montrer qu'ils sont toujours un peu là pour la défense des intérêts de la classe ouvrière — les dirigeants confédéraux, fédéraux, syndicaux lient la reconduction à l'octroi de certaines garanties, dont la principale est le vote d'une loi donnant des apaissements en matière d'embauchage et de débauchage.

Septembre 1937. L'Exposition est un triomphe du Front Populaire. Rien n'a pu troubler son succès, pas plus les plaintes des Espagnols de Bilbao que celles des Chinois de Shanghai, pas plus les cadavres des mineurs de Metlaoui que ceux des « asséchés » de Meknès.

La reconduction est chose faite. Des garanties demandées il n'est plus — il n'a même jamais été — question. Le patronat — qui n'a accepté la reconduction que pour terminer la mise au point de son plan d'attaque contre la classe ouvrière — entend en profiter.

Déjà, il s'est attaqué à plusieurs corporations, celles, ou les employés étant plus dispersés, la

défense est plus difficile (H. C. R. B., coiffeurs, alimentation). Les succès remportés ne sont pour lui que des hors-d'œuvre et lui ont aiguillé les dentes. Et, d'emblée, il s'attaque au gros morceau : la métallurgie. S'il peut avoir la métallurgie, le reste sera facile. L'essai se fait sur la S. I. M. C. A. Du résultat de la lutte engagée à la S. I. M. C. A., dépend le sort des conventions collectives. Le patronat espère avoir gain de cause. Erreur. Nous lui briserons les dents. Car il ne s'agit pas seulement d'une lutte entre les ouvriers et les administrateurs de la S. I. M. C. A. Derrière ces administrateurs, il y a le Comité des Forges, la Confédération générale du Patronat français, le capitalisme et le fascisme internationaux, qui veulent faire échec aux grèves « sur le tas », car ils en craignent les répercussions.

Derrière les ouvriers révoltés de la S. I. M. C. A. doivent se trouver la C.G.T., la Fédération des Métaux, et, principalement, le syndicat des Métaux de la R.P.

La naissance du conflit ? Comme tous les autres. Le patronat déplace des ouvriers, des délégués, fait récupérer, envoie à la pêche, et, quand les ouvriers résistent à ces provocations, il licencie. Quelquefois, les ouvriers se contentent de maugréer, et s'inclinent. Ils sont alors mûrs pour toutes les servitudes.

Ce n'est pas le cas des camarades de la S. I. M. C. A. Ils occupent l'usine. Il faut, pour eux, pour nous, que cette occupation ne se termine qu'avec leur complète victoire.

Ils luttent pour eux, ils luttent pour nous. Ils luttent pour la collectivité. Si nous ne pouvons pas les remplacer dans l'usine, nous avons le devoir de veiller à ce qu'ils soient soutenus, eux et leurs familles.

Il ne suffit pas de les assurer de la solidarité ouvrière, il faut que cette solidarité se manifeste moralement et matériellement.

Les prochaines luttes, l'amélioration des conditions collectives dépendent peut-être de la bataille engagée à la S. I. M. C. A.

Les vacances sont terminées. Tous les ouvriers sont repris le collier. Cette semaine va voir se tenir de nombreuses réunions d'usines. Partout, il faut mettre à l'ordre du jour : « Aide à la S. I. M. C. A. et aux usines qui vont entrer dans la lutte ».

Le patronat attaque. Nous devons répondre en reprenant un vieux mot d'ordre qui avait sa valeur : « Classe contre classe ». Si nous savons l'appliquer, le capital est battu d'avance.

CAM.

Dans les boîtes et sur les chantiers

AUX ÉTABLISSEMENTS BROSETTE ET FILS, À MARSEILLE

Le directeur de cette maison, M. Derbesy, pour ne pas le nommer, membre influent du P.S.F., ne peut digérer que le personnel sous ses ordres (bureaux et magasins), syndiqué en totalité depuis juin 1936, ait déjà soutenu trois grèves avec succès, et qu'il soit ainsi contraint de discuter d'égal à égal, avec les délégués du personnel.

Ayant suffisamment d'influence sur M. Alfred Brossette, il a manœuvré si bien celui-ci, qu'il a pris la décision de supprimer — sous prétexte d'économies — le camion Berliet-Diesel de 6 tonnes et de l'envoyer à la maison de Lyon.

Comme par hasard, le chauffeur de ce véhicule, c'est Rognon, notre délégué titulaire des magasins.

Brutalement, on enlève ce camion à la maison de Marseille, ce qui permet de supprimer l'emploi et en élimine un excellent camarade, actif, redouté non seulement par notre direction, mais par les directeurs des maisons similaires, pour son travail inlassable sur les chantiers et même au sein des commissions paritaires ; on aime assez peu dans ces milieux, les gens d'action directe.

Le travail lui-même en souffre ; on sera constraint de donner les travaux à faire à des entrepreneurs de camionnage ; cela coûtera plus cher, mais par cette manœuvre, on cherche à intimider les autres camarades, pour qu'ils héritent à se faire leur porte-parole auprès de la direction. Et puis, qu'importe les intérêts de la maison Brossette, pourvu que notre directeur arrive à ses buts politiques.

Mais notre syndicat n'aurait-il pas son mot à dire ? Va-t-il laisser se créer un précédent ?

CHEZ LAVALETTE

On ne peut pas contester la bonne volonté des délégués d'atelier chez Lavallette. Le malheur pour eux c'est que nos dirigeants syndicaux font tout ce qu'ils peuvent pour enrayer leur action sous le prétexte, un peu usé de ne pas répondre aux provocations patronales.

Exemple : sous prétexte de manque de travail, 60 ouvriers reçoivent, vendredi dernier, avis de licenciement par la direction.

Or, des renseignements, puisés aux meilleures sources, nous apprenaient que de nombreuses commandes d'Allemagne venaient d'être faites. Forts de ces indications, tous les ouvriers convenaient de cesser le travail lundi après-midi et occupaient l'usine pour protester contre la manœuvre patronale, tandis que les délégués en intervenaient pour proposer la diminution du temps de travail, afin de conserver les camarades licenciés, faute de quoi la grève continuera jusqu'à satisfaction.

Gros émoi à la direction syndicale qui déplore Doury et Timbaud qui s'emploient, hélas, avec succès, à faire repandre le travail par des promesses de pourparlers qui ne seront qu'une duperie de plus si les travailleurs n'y prennent garde.

Les ouvriers de chez Lavallette doivent exiger une réponse favorable avant la fin de la semaine et se préparer à l'action directe en cas de refus, sinon ils seront victimes une fois de plus, NESTY.

CHEZ BRANDT A CHATILLON

Réponse à une saleté

Dans l'Aube Nouvelle, journal communiste du district de Chaumont, il est écrit : « Les camarades de l'Assemblée législative de l'Aube ont au contraire de prétidéputés chargés d'animer le peuple pendant les vacances parlementaires touchent à leur fin. Aussi a-t-il été nécessaire de réunir le Conseil de la Couronne sous la présidence de Sa Majesté Alain pour revenir de sa résidence estivale de Mercy-le-Haut, afin d'édicter les nouveaux décrets qui couvriront une fois de plus encore les élections d'octobre. »

Les pouvoirs extraordinaire donnés par l'Assemblée législative de l'Aube au quartier de l'Assemblée législative, chargés d'animer le peuple pendant les vacances parlementaires touchent à leur fin. Aussi a-t-il été nécessaire de réunir le Conseil de la Couronne sous la présidence de Sa Majesté Alain pour revenir de sa résidence estivale de Mercy-le-Haut, afin d'édicter les nouveaux décrets qui couvriront une fois de plus encore les élections d'octobre. »

On peut juger que les camarades de l'Assemblée législative de l'Aube ont au contraire de prétidéputés chargés d'animer le peuple pendant les vacances parlementaires touchent à leur fin. Aussi a-t-il été nécessaire de réunir le Conseil de la Couronne sous la présidence de Sa Majesté Alain pour revenir de sa résidence estivale de Mercy-le-Haut, afin d'édicter les nouveaux décrets qui couvriront une fois de plus encore les élections d'octobre. »

Les ouvriers et ouvrières commencent à com-

prendre... et à savoir de quels côtés sont les mouchards et les ennemis du peuple. Nous ne citerons pour l'instant que quelques exemples :

1° Oui ou non, une déléguée, membre du P.C. a-t-elle fait un rapport à la direction contre des femmes qui, d'après elle, allaient se maquiller quelques minutes avant l'heure ?

2° Oui ou non, a-t-elle mouchardé un chef par ce qu'il réparait le talon de soulier qu'une ouvrière avait cassé ?

3° Quels qui se mettent au garde-à-vous devant le Colonel, qui a été poignardé à la couture du pantalon sont-ils qualifiés pour donner des leçons de dignité ?

4° Quels sont ceux qui ont fait des rapports à la direction contre le cumul de poste que des ouvriers bricolent chez eux ou chez un copain ?

5° De quelles côtés sont les mouchards et les calomniateurs ?, répondez, apportez des preuves.

Quant à nous, Libertoires, nous ne sommes pas mûrs pour laisser s'instaurer des mœurs importées de Russie, accouchemées par le « chef bien aimé et génial Staline » ; jamais nous n'accepterons la liberté à sens unique.

Il est des procédés que nous n'employerons jamais, si y a d'autres moyens pour lutter contre un chef.

Bref, les chiens aboient, la vérité sort de la nuit et démasque les véritables ennemis du peuple : tous les fascistes noirs ou rouges.

LA VOIX DES CHOMEURS

LES DERNIERS DÉCRETS

Les pouvoirs extraordinaire donnés par l'Assemblée législative de l'Aube aux délégués de l'Assemblée législative, chargés d'animer le peuple pendant les vacances parlementaires touchent à leur fin. Aussi a-t-il été nécessaire de réunir le Conseil de la Couronne sous la présidence de Sa Majesté Alain pour revenir de sa résidence estivale de Mercy-le-Haut, afin d'édicter les nouveaux décrets qui couvriront une fois de plus encore les élections d'octobre.

On accorde aux délégués de l'Assemblée législative, et à leur direction, le droit de faire élections.

On accorde aux délégués de l'Assemblée législative, et à leur direction, le droit de faire élections.

On accorde aux délégués de l'Assemblée législative, et à leur direction, le droit de faire élections.

On accorde aux délégués de l'Assemblée législative, et à leur direction, le droit de faire élections.

On accorde aux délégués de l'Assemblée législative, et à leur direction, le droit de faire élections.

On accorde aux délégués de l'Assemblée législative, et à leur direction, le droit de faire élections.

On accorde aux délégués de l'Assemblée législative, et à leur direction, le droit de faire élections.

On accorde aux délégués de l'Assemblée législative, et à leur direction, le droit de faire élections.